

SECURITE ALIMENTAIRE ET IMPLICATIONS HUMANITAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU SAHEL

Février 2013

L'Essentiel

- ◆ Persistance de situations d'insécurité alimentaire provoquées par des inondations, des taux élevés de malnutrition et des prix encore élevés pour les ménages les plus pauvres au Sahel, conséquences de la crise de 2011-2012.
- ◆ Tendence à la hausse des prix des céréales sèches après les baisses post-récoltes de 2012
- ◆ Dommages liés aux inondations de juillet et octobre 2012 plus sévères qu'initialement prévus au Nigéria.

Campagne agropastorale 2012-2013 : Campagne de contre saison en cours

Au **Burkina Faso**, la production céréalière nationale brute 2012-2013 qui n'avait pas encore été officialisée et intégrée dans les résultats régionaux consolidés, est évaluée à 4 898 544 tonnes. Comparée à celle de 2011-2012, cette production céréalière est en hausse de 33,6 %. Par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes, la hausse de la production est estimée à 26,9 %.

Les récoltes des productions de contre saison (novembre 2012 – avril 2013) sont en cours dans la région et se déroulent normalement. La disponibilité des légumes s'améliore notablement sur les marchés comme l'ail, l'oignon, le poivron séchée et la tomate séchée au Niger (Bulletin de janvier 2013 du Système d'information sur les marchés agricoles – culture de rentes au **Niger**) ce qui génère des revenus pour

les ménages producteurs. Les cultures de riz irrigué et de décrue sont en cours le long des principaux fleuves de la région (Sénégal, Niger).

S'agissant des conditions d'élevage, les pâturages restent encore assez fournis, toutefois la diminution de la valeur fourragère avec la lignification et le dessèchement progressif des herbacés se poursuit. Les conditions d'abreuvement sont assez bonnes. L'état sanitaire et d'embonpoint des animaux est bon dans l'ensemble. Les troupeaux sédentaires sont entrain de se déplacer des zones de concentration d'hivernage vers les zones d'origine (Afrique Verte).

Situation acridienne au 5 février 2013 : Situation calme

La situation acridienne a continué de s'améliorer dans la région. Néanmoins, des groupes et de petites bandes larvaires se sont formés dans le sud du Sahara Occidental, donnant de petits groupes d'ailés qui se sont déplacés dans les zones adjacentes du nord-ouest de la Mauritanie, où au moins un petit essaim a été signalé près de la côte.

Des opérations de lutte limitées ont été réalisées en Mauritanie. D'ici mi-mars, des criquets en faible effectif vont persister dans les parties du nord-ouest de la Mauritanie, dans les zones adjacentes du Sahara occidental et dans les parties du nord du Mali et du Niger (FAO).

Inondations

Au Nigéria, les résultats d'une évaluation conjointe récente de FEWS Net, OCHA, PAM, CILSS et l'Agence nationale de gestion des urgences (NEMA) ont montré que les dommages liés aux inondations de juillet et octobre 2012 sont plus sévères qu'initialement prévus. Selon ces résultats, les baisses constatées sur la production agricole et les revenus, combinées avec une hausse des prix des denrées alimentaires et l'insécurité sont susceptibles d'engendrer des niveaux inattendus d'insécurité alimentaire aiguë d'ici au mois de septembre 2013.

En effet, les premières estimations de la production de céréales et de tubercules du mois de novembre suggéraient une hausse de 2% par rapport à la production de 2011 qui était une année exceptionnelle et de 6 % par rapport à la moyenne quinquennale. Une mise à jour de

ses estimations montre une baisse de 6% de la production de céréales et de tubercules par rapport à la moyenne quinquennale et de 12% par rapport aux estimations de 2012. Les spéculations les plus affectées sont le maïs (-1%), l'igname (-8%) et le manioc (-3%). Par rapport à 2011, la production de riz a baissé de 10%. Cependant, cette production de riz reste proche de la moyenne quinquennale. Il est à prévoir que cette baisse de la production affecte aussi bien le marché nigérian que le marché régional. D'importantes pertes liées aux inondations ont également été enregistrées dans d'autres activités de subsistance comme l'élevage et la pêche. Plusieurs mois après les déplacements massifs de population et les dommages sur les cultures, les ménages touchés par les inondations n'ont pas encore pleinement recouvré leurs moyens de subsistance.

Reprise des hostilités au Mali et mouvements de populations

La reprise des hostilités au Mali suite à la contre-offensive de l'armée malienne soutenue par les forces françaises et ouest-africaines a provoqué le déplacement de 21 986 réfugiés maliens dans les pays voisins entre le 11 janvier et le 4 février 2013 et de 14 242 personnes déplacées internes entre le 12 et 31 janvier 2013 (OCHA, 13 février). Selon une enquête de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) menée du 2 au 4 février 2013, 93% des ménages déplacés interrogés à Bamako et à Koulikoro souhaitent retourner chez eux dans le Nord. Néanmoins, ces retours seront essentiellement conditionnés par le retour à la sécurité, le calendrier scolaire et le calendrier agricole.

Selon OCHA, l'accès humanitaire continue de s'améliorer dans les régions du centre du pays, et le gouverneur de Mopti a officiellement rouvert la route Sévaré - Douentza au trafic de jour. Dans le nord, les partenaires utilisent le Fleuve Niger pour acheminer l'aide vers une partie de la région de Tombouctou, et des stocks d'aide humanitaire sont en route pour Gao. L'accès reste cependant très limité dans le nord du fait des opérations militaires en cours, de la présence des mines signalée dans certaines localités et de la violence. La situation est particulièrement inquiétante dans la région de Gao où des groupes armés non gouvernementaux ont commis deux attentats-suicides en l'espace de deux jours (les 8 et 9 février).

Une crise d'insécurité alimentaire potentielle menace une partie du nord du pays, où les populations sont fortement dépendantes des flux commerciaux de vivres qui sont, en ce moment, perturbés. Les partenaires craignent que la situation humanitaire ne se dégrade davantage dans les prochaines semaines dans le nord et certaines parties de la région de Mopti.

Les acteurs humanitaires intervenant dans la région de Kidal ont également attiré l'attention sur les conditions de vie d'environ 6 500 personnes déplacées installées à Tin Zaoutin à la frontière avec l'Algérie et des populations hôtes. Ces personnes vivent dans des conditions très précaires dans un contexte déjà marqué par la rareté des ressources. Au sud du pays, à Mopti et Ségou, les marchés rencontreraient toujours des difficultés d'approvisionnement et plus de 60% des populations déplacées et populations hôtes rencontreraient des difficultés à s'alimenter (Care, PAM).

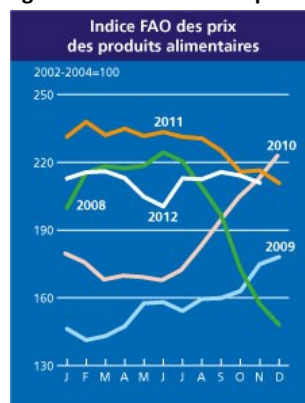
Des perturbations des marchés subsistent malgré un début de normalisation et les zones les plus enclavées de la région de Mopti (Douentza, Tenenkou et Youwarou) rencontrent le plus de difficultés en termes de sécurité alimentaire et moyens d'existence (PAM).

Tendance sur les marchés internationaux

L'Indice FAO des prix des aliments a atteint 210 en moyenne en janvier 2013, soit un niveau inchangé par rapport à la valeur de décembre, qui avait été légèrement révisée. Après trois mois de baisses consécutives, l'Indice s'est stabilisé en janvier, car le rebond des huiles/matières grasses a compensé le recul des céréales et du sucre. Les cours des produits laitiers et de la viande sont en général restés stables.

L'Indice FAO des prix des céréales était en moyenne de 247 en janvier, en retrait de près de 3 points (1,1%) par rapport à décembre. Les valeurs de l'indice mensuel baissent depuis octobre, en raison principalement d'une amélioration de l'état des cultures. Le recul de janvier reflète surtout une chute des cours des céréales, car les cours du riz ont peu varié. Les gros volumes de blé exportés pour l'alimentation animale ont pesé lourdement sur les cours du maïs malgré la maigreur des disponibilités.

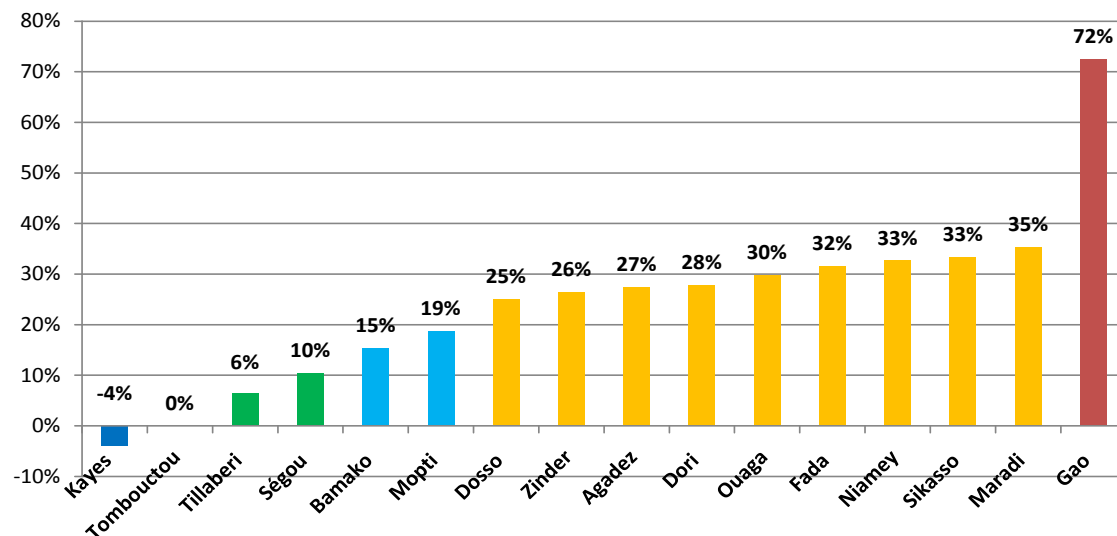
Figure 1 : Indice FAO des prix



Source : FAO

Début février 2013, après les baisses post-récoltes enregistrées en 2012, les prix des céréales sèches sont en hausse sur presque tous les marchés du Niger, du Burkina Faso et du Mali comparés à janvier 2012. Le niveau des prix reste toujours supérieur à la moyenne quinquennale. La figure 2, montre le niveau élevé des prix du mil comparé à la moyenne quinquennale, exception faite à Kayes et Tombouctou (Mali). La situation reste préoccupante à Gao au Mali et dans certains marchés du Niger et du Burkina Faso.

Figure 2 : Tendances des prix du mil (février 2013) par rapport à la moyenne quinquennale (2008-2012)



Source: données FAO/GIEWS

Au Niger, selon l'ONG Afrique Verte, en début février 2013, les hausses de prix les plus significatives par rapport à janvier 2013 ont été enregistrées pour le mil (+8 % à Agadez), pour le sorgho (+9 % à Niamey et +7 % à Maradi) et pour le maïs (+9 % à Niamey). Comparés à la moyenne quinquennale, les prix des céréales sèches sont en hausse sur la majorité des marchés : mil (6 % à 35 %) ; sorgho (5 % à 42 %) ; maïs (6 % à 35 %). La hausse généralisée des prix des céréales au Niger s'explique par :

- la forte pression de la demande provenant des consommateurs locaux mais surtout des commerçants locaux et étrangers, dans le but de renouveler les stocks, d'approvisionner les marchés des zones déficitaires et de répondre à la demande institutionnelle
- la faiblesse des importations des céréales à partir du Nigeria (Source : missions conjointes marchés FEWS NET, OCHA, PAM, CILSS, NEMA, février 2013) probablement liée à l'existence de poches de déficit suite aux inondations et au contexte sécuritaire : l'offre de mil, sorgho et niébé est en grande partie locale (60 % à 100% contre 0% en 2012 à la même période). L'état d'approvisionnement est cependant satisfaisant.

Au Burkina Faso, en début février 2013, les hausses les plus significatives par rapport à janvier 2013 ont été enregistrées pour le

mil (+8 % à Fada) ; pour le sorgho (+14 % à Ouagadougou et à Nouna) et pour le maïs (+14 % à Ouagadougou et + 20 % à Bobo-Dioulasso) (source : Afrique Verte). Ces hausses des prix s'expliquent par un faible niveau d'approvisionnement des marchés face à une demande importante. Comparés à la moyenne quinquennale, les prix des céréales sèches sont aussi en hausse sur tous les marchés : mil (18 % à 35 %) ; sorgho (3 % à 25 %) ; maïs (9 % à 21 %).

Au Mali, des hausses des prix des céréales sèches sont aussi observées sur presque tous les marchés début février 2013 par rapport à janvier 2013. Selon l'ONG Afrique Verte, ces hausses peuvent être liées aux achats institutionnels, à la constitution des

stocks communautaires et à la situation sécuritaire dans le nord du pays. Ainsi, les hausses significatives des prix ont été observées pour le mil (+62 % à Gao) ; pour le sorgho (+17 % à Bamako et +28 % à Sikasso) et pour le maïs (+13 % à Mopti) (source : Afrique Verte). Comparés à la moyenne quinquennale, les prix des céréales sèches sont en hausse sur les marchés : mil (10 % à 72 %) ; sorgho (8 % à 16 %) ; maïs (11 %).

Au Sénégal, sur les marchés de Tambacounda, Mpal, Ourossogui et Bakel, en début février 2013, le

niveau du prix du mil au détail est inférieur à celui de l'année dernière à la même époque, de 4 à 20 % mais reste supérieur à la moyenne des cinq dernières années de 13 à 14% (source : missions conjointes marchés Sénégal, février 2013). Le niveau actuellement élevé des prix des céréales sèches dans les zones de production s'explique par le niveau exceptionnellement élevé du prix au producteur de l'arachide.

Dans la région, les termes de l'échange (TDE) Bouc/Mil ou Niébé/mil se sont légèrement améliorés en janvier 2013 par rapport à décembre 2012, améliorant l'accessibilité du mil aux éleveurs et agro-éleveurs. Ainsi, sur le marché d'Abalak/Tahoua dans la zone pastorale du Niger, l'analyse du terme de l'échange en janvier 2013 indique qu'un bouc vendu permet à un éleveur d'acquérir 115 kg de mil contre 109 kg le mois passé (source Albichir No. 39). Sur le marché de Birni Gaouré (région de Dosso au Niger), au mois de janvier 2013, lorsqu'un producteur de ce marché, vend un sac de 100 kilogrammes de niébé, il peut acheter 113 kg de mil contre 104 kg en décembre 2012 (source Albichir No. 39). **Au Sénégal**, en janvier 2012, la vente d'un kilogramme d'arachide coque permettait d'acheter 0,58 kg de riz, en janvier 2013 la vente du kilogramme du même produit permet de se procurer 0,85 kg, soit une augmentation de 46,5% (source : missions conjointes marchés Sénégal, février 2013).

Au Burkina Faso, en octobre 2012, juste après les récoltes, l'évaluation approfondie conjointe Direction Générale de la Promotion de l'Économie Rurale (DGPÉR), FAO, PAM et FEWS NET de la sécurité alimentaire a montré qu'environ **1,8 millions** de personnes sont en insécurité alimentaire principalement dans les régions du Sahel, du Nord et de l'Est. L'évaluation indique que l'insécurité alimentaire résulterait d'une combinaison de facteurs chroniques (structurels) et conjoncturels. En effet, certains ménages n'ont pas effectué une bonne récolte car ils n'ont pas eu accès aux intrants agricoles de bonne qualité (semences et engrais).

Aussi, dans certaines localités du Sahel, la maturation des grains a été freinée par un arrêt précoce des pluies. Par ailleurs, des ménages (40%) se font fortement endettés (en nature comme en cash) pendant la période de soudure difficile de la campagne précédente. Par conséquent, ils restent dans une situation alimentaire difficile après le remboursement des prêts. Aussi, selon les résultats de l'enquête la crise a érodé les biens des ménages, notamment les biens productifs (animaux reproducteurs), affectant ainsi les sources de revenu des ménages. Le HCR a enregistré 5 739 nouveaux réfugiés maliens entre le 11 janvier et le 6 février 2013. Une évaluation approfondie de la sécurité alimentaire menée conjointement par le PAM, le HCR et le Gouvernement est en cours. Les résultats préliminaires de cette évaluation approfondie qui a couvert 500 ménages réfugiés et 500 ménages issus de la population d'accueil montrent que 52% des ménages réfugiés sont en insécurité alimentaire dont 3% sont en insécurité alimentaire sévère. Chez les populations locales 58% sont en insécurité alimentaire, dont 3% en insécurité alimentaire sévère.

Au Mali, les résultats de l'enquête nutritionnelle réalisée dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti et le district de Bamako en août et septembre 2012 ont été publiés ; ils indiquent que

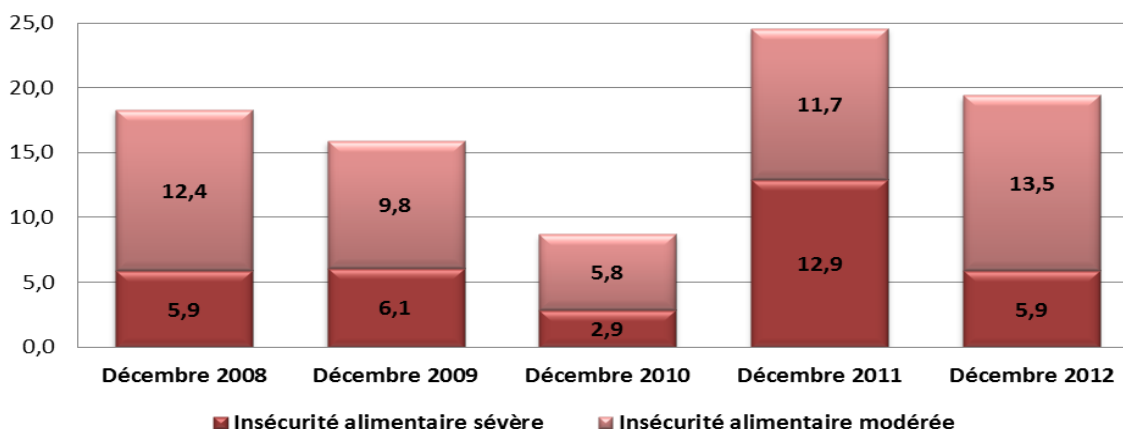
le taux de malnutrition aiguë globale (MAG) est de 8,9 % selon les normes OMS 2006. Ce taux, qui est en-dessous du seuil d'urgence de 15%, a connu une légère baisse par rapport à celui de l'enquête de juillet 2011 (10,0%) qui couvrait tout le Mali.

Deux régions voient leur taux de MAG supérieur au seuil d'alerte de 10% (Kayes : 10,1% et Ségou : 12,2%). Le taux de malnutrition aiguë sévère (MAS) des régions du Sud du Mali est également resté stable : 2,3% comparé à celui de juillet 2011 qui était de 2,1%.

Au Niger, le gouvernement vient d'annoncer le lancement des achats directs de 20 000 tonnes de mil auprès des producteurs pour la reconstitution du stock national de sécurité. Avec le déficit de production que connaît le Nord Nigéria suite aux inondations, l'impact de cette annonce sur les marchés et la sécurité alimentaire des ménages vulnérables devrait être suivi de près.

En **Mauritanie**, selon les premiers résultats de l'enquête de suivi de la sécurité alimentaire réalisée par le PAM et le CSA en décembre 2012, 16,5% des ménages sont en insécurité alimentaire. En milieu rural, 19,5 % des ménages sont affectés dont 5,9 % en phase sévère et 13,5 % en phase modérée. Par rapport à décembre 2011 -année de crise-, le pourcentage des ménages en zone rurale qui se trouvait dans la classe de l'insécurité alimentaire sévère a diminué de plus de la moitié. Dans l'ensemble du pays, **560 000 personnes** sont touchées par cette insécurité alimentaire.

Figure 3 : Evolution du taux d'insécurité alimentaire en période post-récolte en milieu rural – Mauritanie (2008-2012)



Source: ESAM 2012 (PAM et partenaires)

Recommandations au groupe de travail régional sécurité alimentaire et nutrition

Continuer à suivre la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel y compris au Mali et dans les pays voisins affectés par la crise malienne

Les preneurs de décision humanitaires et de développement sont informés à temps pour prendre les bonnes décisions

Continuer à suivre le comportement des prix notamment au Burkina Faso, Mali, Nigeria et Tchad

Suivi de l'accès alimentaire pour les ménages les plus pauvres

Soutenir le plaidoyer en faveur d'une réponse adéquate aux Appels Consolidés (CAP) lancés pour 2013 y compris au Mali

Les besoins humanitaires issus de la crise du Sahel de 2012 et rapportés dans les CAP sont couverts

Conclusions

- ◆ Les situations de prix élevés dans une majorité de marchés au Sahel réduisent le pouvoir d'achat des ménages les plus vulnérables en particulier des ménages pauvres qui n'ont qu'un accès très limité à l'agriculture et qui n'ont pas bénéficié des conditions climatiques favorables aux bonnes productions en 2012. La sécurité alimentaire de ces ménages reste compromise et, couplée à un accès à la santé inadéquat, des situations de malnutrition aiguë vont perdurer en 2013.
- ◆ La situation humanitaire au nord du Mali reste préoccupante et pourrait se dégrader dans les mois à venir.
- ◆ Les récentes évaluations au nord du Nigeria pointent vers un potentiel niveau de sécurité alimentaire plus élevé que prévu



Informations sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

www.wfp.org/food-security

Mme Naouar Labidi
Naouar.Labidi@wfp.org

M. Idrissa Noma
Idrissa.Noma@wfp.org

M. Cédric Charpentier
Cedric.charpentier@wfp.org

www.fao.org/crisis/sahel/the-sahel-crisis/fr
www.fao.org/emergencies/fr

M. Jose Luis Fernandez
Joseluis.Fernandez@fao.org

M. Patrick David
Patrick.David@fao.org

M. Papa Boubacar Soumaré
PapaBoubacar.Soumare@fao.org



A vos agendas !

- > Réunion de la cellule d'analyse régionale du Cadre Harmonisé à Dakar du 4 au 8 Mars
- > Réunion du Comité de Pilotage du Cadre Harmonisé à Dakar le 11 Mars 2013
- > Réunion du Réseau de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (PREGEC) à Dakar du 12 au 14 Mars 2013